ÉGYPTE

De nouveaux responsables des Frères musulmans arrêtés

Les services de sécurité égyptiens ont arrêté hier de nouveaux cadres des Frères musulmans, la confrérie du président destitué Mohamed Morsi. Alors qu'une semaine de heurts entre les islamistes et les forces de l'ordre a fait près d'un millier de morts, Washington et Bruxelles font peser la menace d'une rupture des aides financières au Caire, mais Ryad a promis que les Arabes «n'hésiteraient pas à apporter leur aide à l'Egypte» pour compenser toute baisse occidentale.

Photos : DR

Au lendemain de l'arrestation du Guide suprême de la confrérie islamiste Mohamed Badie, les forces de sécurité ont arrêté d'autres figures islamistes : Mourad Ali, le porte-parole du Parti de la Liberté et la justice, vitrine politique des Frères musulmans, et Safwat Hegazy, un influent prédicateur islamiste, fervent soutien de M. Morsi.

Depuis la destitution et l'arrestation de M. Morsi le 3 juillet, la justice a lancé des centaines de mandats d'arrêt contre des membres ou des proches de la confrérie, et les forces de l'ordre ont arrêté des centaines de ses militants.

Le Guide suprême et ses deux adjoints, Khairat al-Chater et Rachad Bayoumi, doivent comparaître dimanche pour «incitation au meurtre» de manifestants anti-Morsi qui attaquaient le QG des Frères musulmans au Caire le 30 juin, journée de mobilisation massive contre M. Morsi.

M. Badie a réfuté les accusations portées contre lui lors de son premier interrogatoire hier. Sa confrérie a nommé pour le remplacer Mahmoud Ezzat, un partisan de la ligne dure.C'est également dimanche que doit se tenir une nouvelle audience du procès de M. Moubarak, détenu dans la prison de Tora au Caire, la même que les dirigeants islamistes. Bénéficiant d'une libération conditionnelle dans trois affaires — corruption et meurtre de manifestants —, il a déposé une demande de conditionnelle dans sa quatrième et dernière affaire, de corruption également. Jusqu'à présent, de nouvelles accusations sont apparues à chaque fois qu'il devait bénéficier d'une libération conditionnelle, permettant le maintien en détention du président déchu.

Mais son successeur était loin de faire l'unanimité, accusé d'avoir accaparé les pouvoirs au profit de sa confrérie et d'avoir ruiné une économie exsangue, et la journée du 30 juin a été marquée par des manifestations massives sans précédent sur lesquelles l'armée s'est appuyée pour justifier la destitution de M. Morsi. Des figures politiques et religieuses du pays se sont associées à cette option mais depuis, la principale figure libérale du nouveau pouvoir, le prix Nobel de la paix Mohamed El Baradei a démissionné de son poste de vice-président et l'imam d'Al-Azhar, plus haute autorité de l'islam sunnite, s'est désolidarisé de la sanglante dispersion des rassemblements pro-Morsi au Caire.

En une semaine, au moins 970 personnes ont péri dans les heurts entre pro-Morsi et policiers et soldats, selon un décompte de l'AFP, incluant 102 policiers tués de source officielle.

Alors que la répression contre les Frères musulmans fait craindre un retour des islamistes à la clandestinité et une radicalisation de leur frange la plus dure, 45 personnes ont péri depuis une semaine dans le Nord-Sinaï, dont 25 policiers tués lundi, l'attentat le plus meurtrier depuis des années dans cette région instable frontalière d'Israël et de la Bande de Ghaza. Mercredi, un dignitaire bédouin pro-armée y a été abattu.

Violemment critiqué à l'étranger pour ce qu'il appelle sa «guerre contre le terrorisme», le gouvernement égyptien a prévenu que les menaces de Washington concernant sa substantielle aide — 1,5 milliard de dollars par an — étaient «un mauvais signal», affirmant toutefois que sa révision «ne serait pas la fin du monde». Les Etats-Unis ont formellement démenti mardi avoir suspendu leur aide à l'Egypte, mais le président Barack Obama a rencontré son équipe rapprochée pour discuter des conséquences de la répression dans ce pays.

Les ministres européens des Affaires étrangères étaient de leur côté réunis à Bruxelles pour réévaluer leur soutien, en particulier militaire, à l'Egypte et adapter leur position face au nouveau pouvoir.

Dans le même temps, le torchon brûle entre Ankara et Le Caire, qui a prévenu que sa patience était «proche de sa limite» après que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a estimé qu'Israël était derrière la destitution de M. Morsi. Le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman, a entamé une série d'entretiens avec les autorités égyptiennes et des responsables des Frères musulmans.

Les enjeux de la situation en Égypte pour les monarchies du Golfe

L'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe pèsent de tout leur poids financier et diplomatique pour soutenir le nouveau pouvoir en Egypte, confirmant leur hostilité aux Frères musulmans perçus comme un facteur de déstabilisation régionale, estiment des analystes.

Dans un message fort à l'Union européenne, qui se réunissait hier pour envisager éventuellement une suspension de l'aide à l'Egypte, Ryad a assuré que les pays arabes étaient prêts à compenser tout arrêt de l'aide occidentale. «Ceux qui ont annoncé l'arrêt de leur aide à l'Egypte ou menacent de le faire doivent réaliser que la nation arabe et islamique, avec les ressources dont elle dispose, n'hésitera pas à apporter son aide à l'Égypte», a déclaré le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al-Fayçal, à son retour lundi de Paris où il avait rencontré le président François Hollande.

Hier, le ministre saoudien a exprimé dans une déclaration à l'AFP le souhait de voir la communauté internationale «soutenir les efforts du gouvernement égyptien» et «s'abstenir de toute mesure ou politique de nature à empêcher ces efforts».

L'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis ont déjà annoncé des aides cumulées de 12 milliards à l'Egypte dans les jours qui ont suivi la mise à l'écart par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi et son arrestation le 3 juillet. Ryad a également envoyé trois hôpitaux de campagne. «Les pays du Golfe ont une profonde animosité à l'égard des Frères musulmans, et l'affaiblissement de la confrérie en Egypte va dans leur intérêt puisqu'il signifie que le modèle islamiste égyptien ne pourra pas s'exporter dans le Golfe et dans les autres pays arabes», relève l'analyste koweïtien Ayed al-Manaa.

Pour Neil Partrick, spécialiste du Moyen-Orient, «la menace confirmée d'une volonté des Frères musulmans de prendre le pouvoir dans le Golfe après le Printemps arabe», a conduit l'Arabie saoudite à mettre en place une «alliance de facto des régimes héréditaires de la péninsule arabique contre eux».

Traditionnellement, ces pays ont entretenu des liens étroits avec l'armée égyptienne depuis l'époque du président Anouar al-Sadate et avec le régime du président déchu Hosni Moubarak. Ces relations n'ont pas été interrompues après l'élection de Mohamed Morsi mais «l'impopularité des Frères musulmans et leur incompétence ont fourni une occasion à l'Arabie saoudite et aux Emirats pour encourager à un retour au statu quo au Caire», souligne M. Partrick.

Quant aux Frères musulmans qui ont pourtant trouvé refuge dans le Golfe lorsqu'ils ont été réprimés par le président Gamal Abdel Nasser, ils ont perdu la confiance des dirigeants de la région lors de l'invasion du Koweït par le régime de Saddam Hussein en 1990 qu'ils n'ont pas clairement dénoncée. Emirats, les Frères musulmans sont accusés d'avoir comploté pour se saisir du pouvoir et des dizaines d'entre eux ont été condamnés à la prison cette année.

Pour l'analyste saoudien Khalid Al-Dakhil, le souci principal de Ryad est «la stabilité de l'Egypte». «Ryad est terrorisée par l'idée d'un effondrement de l'Egypte», souligne-t-il à l'AFP. «L'Arabie saoudite se verrait dans ce cas comme le dernier des quatre piliers du système politique arabe classique, étant donné que l'Irak est passé sous influence iranienne et que la Syrie est en proie à une guerre civile destructrice», explique-t-il.

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis sont allés jusqu'à «former un lobby» pour tenter de peser sur les positions occidentales hésitantes sur l'Egypte, selon l'analyste libanais établi à Londres Abdel Wahab Badrakhan. «L'Arabie saoudite est déjà très déçue de l'abandon par l'Occident de la question syrienne (...) et les pays du Golfe s'inquiètent du manque de clarté des Américains sur l'Iran», estime-t-il. Le seul pays du Golfe qui navigue à contre-courant est le Qatar, qui était le principal soutien des Frères musulmans en Egypte et qui a déploré le départ de M. Morsi.

«Le Qatar va maintenant souffrir d'un isolement au sein du Conseil de coopération du Golfe», le regroupement des monarchies arabes de la région, affirme M. Dakhil. «Ce pays se doit de rééquilibrer sa position après avoir mis tous ses œufs dans le panier des Frères musulmans», selon lui.

TUNISIE

Reprise des pourparlers sous l'égide d'un syndicat

Le puissant syndicat tunisien UGTT a repris sa médiation hier entre l'opposition et le parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement, dans l'espoir de trouver une issue à la crise politique dans laquelle le pays est enlisé depuis fin juillet.

Photos : DR

Les représentants de l'UGTT recevaient hier, à la mi-journée, ceux du Front de salut national (FSN), une coalition d'opposants allant de l'extrême-gauche au centre-droit, a indiqué la Centrale syndicale sur sa page Facebook. Dans l'après-midi, le secrétaire général du syndicat, Houcine Abassi et le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, devaient se rencontrer pour leur réunion de la semaine après qu'une première rencontre lundi n'ait donné lieu à aucune percée.

Les deux camps ont clairement signifié ne pas vouloir reculer sur leurs revendications respectives, près d'un mois après l'assassinat le 25 juillet du député Mohamed Brahmi, attribué à la mouvance jihadiste et à l'origine de la crise actuelle. Ennahda propose un gouvernement d'union nationale élargi à un maximum de partis, alors que l'opposition réclame encore et toujours un cabinet apolitique de technocrates ainsi que la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

L'UGTT, qui a adopté une position médiane en militant pour un gouvernement apolitique et le maintien de l'ANC, s'est retrouvé à contrecoeur dans le rôle du médiateur après que le président de la Constituante ait gelé les travaux de l'Assemblée le 6 août en demandant au syndicat d'amener les islamistes et les opposants vers un compromis. Le FSN a pour sa part prévu une «semaine du départ» à compter de samedi pour arracher, via des manifestations, le départ du gouvernement actuel.

Le gouvernement est accusé d'avoir failli sur le plan sécuritaire face à l'essor de la mouvance jihadiste, mais aussi dans le domaine économique, alors que les revendications sociales étaient au cœur de la révolution de janvier 2011. Un premier cabinet dirigé par Ennahda avait déjà été poussé à la démission après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd en février.